

P4

Célébration de la 10e
Journée de la frontière
de l'Union africaine

P5

Le CPS examine le rapport
sur l'état d'avancement
de la mise en œuvre du
programme frontalier de l'UA

P15

«Je veux améliorer les
conditions de vie des 14.500
habitants de ma commune
rurale», Baba Kamate

Union
Africaine



Département Paix et Sécurité

PFUA, DPS

Bulletin d'information

Avant-propos du Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité S.E. Ambassadeur Smaïl Chergui



© Commission de l'Union africaine

J'ai le plaisir de partager avec vous la première édition du bulletin semestrielle du Programme Frontière de l'Union africaine (PFUA). Notre première édition examinera les efforts de la Commission, des États membres et des communautés économiques régionales (CER) pour mettre en œuvre le Programme Frontière de l'Union africaine.

La création du PFUA a permis à la Commission d'exercer pleinement son rôle dans la prévention structurelle des conflits par la délimitation/démarcation des frontières et la mise en œuvre d'une gouvernance efficace des frontières. Le programme offre une plate-forme pour la résolution négociée des conflits frontaliers et la promotion de l'intégration régionale et continentale par le biais de la coopération transfrontalière. Il reste un outil important au service de tous les États membres et des CER.

L'année 2020 - le commencement de la pandémie COVID-19 - a rendu la mise en œuvre du PFUA encore plus difficile, soulignant la nécessité de trouver des solutions durables pour la gestion conjointe des épidémies et des pandémies dans les zones frontalières et les espaces transfrontaliers.

C'est devenu une question de sécurité humaine : la sécurité humaine de millions de personnes qui traversent les frontières chaque jour et la sécurité humaine des communautés frontalières.

Notre bulletin documente l'engagement des États membres et des CER à mettre en œuvre les principes du PFUA face à la pandémie COVID-19. Il souligne les efforts de la Commission, par le biais du programme, pour soutenir les États membres et les CER dans leurs efforts visant à limiter la propagation et l'impact de la pandémie par la coopération transfrontalière et la stabilisation des zones frontalières. Il présente également la mise en œuvre sur le terrain d'activités par les États membres pour délimiter/ démarquer leurs frontières interétatiques.

Tout en saluant ces efforts, je saisis cette occasion pour demander à nouveau aux États membres qui ne l'ont pas encore fait de signer, de ratifier et de transposer dans leur droit national la Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière. Je voudrais également souligner la disponibilité d'un autre outil pour aider les États membres, la stratégie de l'Union africaine pour une meilleure gouvernance intégrée des frontières. Elle contient des lignes directrices et des recommandations pertinentes pour promouvoir la coopération transfrontalière sur le continent.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude à nos partenaires pour leur soutien sans faille dans le domaine de la gouvernance frontalière.

J'espère que vous trouverez cette édition à la fois instructive et enrichissante.

S.E. Ambassadeur Smaïl Chergui

Commissaire à la Paix et à la Sécurité

Commission de l'Union africaine

Table des matières

Avant-propos du Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité S.E. Ambassadeur Smaïl Chergui	1
Nouvelles de l'unité PFUA	4
• Célébration de la 10e Journée des frontières de l'Union africaine	4
• Établissement d'un traité de tri-jonction entre les États membres	4
Que se passe-t-il à l'UA ?	5
• Le CPS examine le Rapport d'avancement de la mise en œuvre du PFUA	5
• Le CTS DSS encourage l'utilisation des outils de gouvernance frontalière	5
• Campagne de sensibilisation sur la Covid-19 avec le Ministère camerounais de la Santé	6
• Franchir les frontières pour rapprocher l'Union africaine, l'Éthiopie et l'Allemagne	6
• SND Africa: Opérationnalisation du poste frontalier à guichet unique de Moyale: Pour stimuler la croissance économique, la coopération transfrontalière et l'intégration sociale	7
• Exemples de la société civile: Réponse de l'Institut Life & Peace (LPI) à la COVID-19	8
• Réaffirmation de 888km: Malawi & Mozambique	8
• Mise en œuvre du traité de 1988: RDC et Zambie	9
• Production de masques: Iwoyé (Kétou), la région frontalière entre le Bénin et le Nigeria	9
• Le fleuve Mono: une frontière naturelle entre le Bénin et le Togo	10
• Améliorer la mobilité des femmes commerçantes en Afrique de l'Ouest: Agoué, la région frontalière entre le Bénin et le Togo	10
• Nouveau site Internet pour la Commission des frontières du Niger	11
• Campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 au Sahel	11
• Engagement des jeunes dans les régions frontalières: Les efforts de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en matière de paix et de sécurité	12
• Clarification de la frontière: Niger et Nigéria	13
• Exercices de délimitation/démarcation: Soudan du Sud et Soudan	13
Interview en coulisses	14
• «Je veux améliorer les conditions de vie des 14.500 habitants de ma municipalité rurale», Baba Kamate, 42 ans, mariée avec 3 enfants – Maire de Lanfiala, Mali	14
Événements et formations à venir	14
• Formation en ligne: Introduction aux frontières internationales: Définition, délimitation et règlement des différends par l'IBRU: Centre de recherche sur les frontières de l'université de Durham.	14
Focus sur les médias sociaux	15

En coopération avec:



Mise en œuvre par
giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Nouvelles de l'unité PFUA

Célébration de la 10e Journée des frontières de l'Union africaine



© Commission de l'Union africaine

Les ministres africains chargés des questions frontalières ont adopté le 7 juin comme journée de vulgarisation de l'importance du Programme Frontière de l'Union africaine (PFUA) en tant qu'outil de promotion de la paix, de la sécurité et de l'intégration régionale et continentale en Afrique.

En 2020, la Journée africaine des frontières a été, pour la première fois, célébrée virtuellement. Par le biais du canal twitter @AU_PSD, l'unité PFUA a partagé des messages vidéo de représentants des CER, des ministères et des commissions frontalières des États membres de l'UA à l'occasion de la Journée africaine des frontières. Dans sa déclaration, S.E. Amb. Smaïl Chergui @AU_Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité, a exhorté les États de l'UA à s'engager à nouveau à mettre en place des mécanismes pour améliorer la sécurité et les conditions de vie des citoyens dans les communautés frontalières et à donner la priorité à la sécurité humaine, car nous soutenons une coopération transfrontalière résiliente ([Message vidéo](#)). La Journée africaine des frontières est l'occasion de reconnaître des étapes importantes telles que la Convention de l'UA sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey) et la Stratégie de l'Union africaine pour une meilleure gouvernance intégrée des frontières.

Établissement d'un traité de tri-jonction entre les États membres

© Mount Sabyinyo By Lutz2015 - Own work, CC BY-SA 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=45215571>

Dans le cadre de son assistance aux États membres pour la délimitation et la démarcation des frontières, la Commission de l'Union africaine (CUA), par le biais du Programme Frontière de l'Union africaine (PFUA), a organisé, le 7 décembre 2020, un atelier virtuel sur les traités de tri-jonction. Les présentations et les échanges ont porté sur les meilleures pratiques internationales en matière de création de points de tri-jonction et sur les modalités de rédaction d'un traité de tri-jonction. Une trilatérale est un point géographique où les frontières de trois pays se rencontrent. Il existe environ 176 trijonctions internationales dans le monde.

Près de la moitié sont situées dans des cours d'eau, des lacs ou des mers. Les États membres suivants ont participé à la réunion: Afrique du Sud, Botswana, Kenya, Mozambique, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo, Soudan du Sud et Zimbabwe. En outre, l'atelier virtuel visait à instaurer la confiance entre ces États membres dont les lignes frontalières convergent en un triple point. Au cours de la réunion, les participants ont passé en revue les tripoints suivants: RDC, Sud Soudan et Ouganda / Ouganda, Sud Soudan et Kenya / Namibie, Botswana et Afrique du Sud / Botswana, Afrique du Sud et Zimbabwe / Zimbabwe, Afrique du Sud et Mozambique.

Sur la base de leurs décisions communes, le PFUA est disposé à soutenir les États membres dans leurs processus de réaffirmation des tripoints existants et d'élaboration de traités aux points de trijonction, là où un tel exercice n'a pas eu lieu, et de délimitation des points de trijonction partagés par les États membres.

Que se passe-t-il à l'UA?

Le CPS examine le Rapport d'avancement de la mise en œuvre du PFUA

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine a tenu sa 930e réunion le 11 juin 2020 pour commémorer la Journée africaine des frontières. Cette session s'inscrivait également dans le cadre de la feuille de route directrice de l'UA sur les mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique d'ici 2020.

À cette occasion, S. E., Smaïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité, a souligné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme frontalier de l'Union africaine (AUBP). À cet égard, il a salué les efforts déployés par les États membres pour clarifier leurs frontières et l'institutionnalisation progressive de la coopération transfrontalière. Il a également souligné la contribution du Programme Frontière de l'Union africaine à la réponse coordonnée de l'UA à la pandémie COVID-19 en Afrique, y compris son soutien aux États membres dans leurs efforts pour contenir la propagation de la pandémie aux frontières entre États.

À la suite de l'examen du rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PFUA entre janvier 2019 et mars 2020, le CPS s'est félicité des progrès accomplis aux niveaux national, régional et continental et a reconnu la contribution du programme à la prévention structurelle des conflits, à la promotion de l'intégration régionale et continentale et au renforcement du développement socio-économique en Afrique. En outre, le CPS a salué la contribution du programme à la réponse globale de l'UA à la COVID-19 en Afrique, notamment par le soutien qu'il apporte aux États membres et aux CER/MR dans leurs initiatives de lutte contre la pandémie aux frontières. Le CPS a également exhorté la Commission de l'Union africaine à continuer à travailler en étroite collaboration avec les États membres et les CER/MR tout en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité. Enfin, le CPS a recommandé que la CUA élabore et mette en œuvre un programme de renforcement des capacités en matière de gouvernance des frontières au profit des États membres.

Le CTS DSS encourage l'utilisation des outils de gouvernance frontalière



© Commission de l'Union africaine

Le Comité technique spécialisé défense, sûreté et sécurité (CTS DSS) a tenu sa 13e réunion le 5 novembre 2020 sous forme virtuelle. La réunion a examiné les conclusions de la 16e réunion des chefs d'état-major des forces armées et des chefs des services de sécurité et de sûreté qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2020.

Dans son allocution d'ouverture, S.E. l'ambassadeur Smaïl Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité, a fait le point pour les ministres de la défense des États membres de l'UA sur l'état de la paix et de la sécurité sur le continent et sur les progrès réalisés dans l'opérationnalisation de la Force africaine en attente (FAA), malgré la pandémie de COVID-19.

À l'issue de leurs délibérations, les membres du CST DSS ont fait une déclaration dans laquelle ils ont réitéré l'appel aux États membres pour qu'ils ratifient la Convention de l'UA sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey) et élaborent des politiques nationales en matière de frontières conformément à la stratégie de l'UA pour une meilleure gouvernance intégrée des frontières.

Cette stratégie fournit un ensemble de conseils aux décideurs africains, leur permettant de concilier la gouvernance de leurs frontières avec les objectifs, les valeurs et les principes de l'UA. Elle aide les États membres et les communautés économiques régionales (CER) à élaborer des politiques frontalières nationales et régionales tout en facilitant l'harmonisation des procédures et des pratiques de gouvernance des frontières.

La Convention de l'UA sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey) est un instrument de promotion de la coopération transfrontalière et un outil de prévention et de règlement pacifique des différends frontaliers, d'établissement de la stabilité et de facilitation du développement et de la gestion partagée des zones frontalières.

Depuis son adoption par la 23e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement le 27 juin 2014 à Malabo (Guinée équatoriale), 17 pays ont signé la Convention de Niamey et 5 ont ratifié et déposé les instruments de ratification. La Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière entrera en vigueur trente (30) jours après la réception par le Président de la Commission du 15e instrument.

Le PFUA sur le terrain

Campagne de sensibilisation sur la Covid-19 avec le Ministère camerounais de la Santé



© GIZ

La campagne de sensibilisation sur la COVID-19 dans les régions frontalières du Cameroun, mise en œuvre conjointement par le Programme Frontières de la CEEAC et le Ministère de la Santé du Cameroun (MINSANTE) a eu lieu dans la région du Nord du Cameroun. Ces deux institutions ont ciblé les communautés souvent marginalisées et sous-informées le long de la frontière avec le Tchad, avec pour but de sensibiliser les autorités locales, les coopératives et les populations riveraines à la pandémie afin de réduire la propagation de COVID-19. La campagne comprenait des visites dans tous les districts frontalières le long de la frontière, des réunions avec les autorités locales, les chefs traditionnels et les représentants de la société civile pour analyser l'état de l'information et de la préparation dans la lutte contre la pandémie. Dans plusieurs villages frontalières, comme Figuil et Maidigrin, des mini-ateliers ont permis de sensibiliser de manière ciblée les représentants des villages et la population. Du 13 au 17 septembre, un atelier régional de sensibilisation sur la COVID-19 dans les régions frontalières a eu lieu à Garoua pour tous les représentants des différents districts de la région du Nord Cameroun.

Franchir les frontières pour rapprocher l'Union africaine, l'Éthiopie et l'Allemagne



© GIZ

Le Commissaire de l'UA à la paix et à la sécurité, S.E. l'ambassadeur Smaïl Chergui et l'ambassadeur allemand Stephan Auer ont remis deux véhicules de terrain et du matériel d'arpentage au gouvernement éthiopien. L'ambassadeur Woinishet Tadesse, secrétaire permanent du ministère des affaires étrangères, a déclaré que cette contribution permettrait d'améliorer les capacités techniques des agents frontaliers éthiopiens pour atteindre les objectifs du PFUA.

L'Éthiopie, pays enclavé, est bordé par l'Érythrée au nord, Djibouti et la Somalie à l'est, le Soudan et le Sud-Soudan à l'ouest et le Kenya au sud.

SND Africa: Opérationnalisation du poste frontalier à guichet unique de Moyale: Pour stimuler la croissance économique, la coopération transfrontalière et l'intégration sociale



© SND Africa

Moyale est une ancienne ville frontalière coloniale, dynamique et stratégique, située entre Nairobi et Addis-Abeba, traversée par la route du Grand Nord. La ville abrite différentes communautés ethniques entretenant des liens sociaux, politiques et économiques forts. La frontière entre le Kenya et l'Éthiopie s'étend sur une distance d'environ 860 km, ce qui offre un grand potentiel pour soutenir une intégration mutuellement bénéfique entre les deux pays et leurs communautés. Cependant, les conflits ethniques récurrents, la contrebande de marchandises, le trafic d'êtres humains, les migrations dangereuses, la prolifération des armes légères et de petit calibre persistent depuis des années, entravant toute activité socio-économique transfrontalière significative.

Les deux États partagent une amitié historique, qui peut être renforcée par un commerce transfrontalier sans heurts, catalyseur du développement des régions frontalières. Au total, on estime que les deux pays peuvent fournir un marché d'environ 150 millions de personnes capable de développer une chaîne de valeur régionale solide. C'est en reconnaissance de ce fait que les deux pays, avec le soutien d'organismes régionaux, ont convenu d'établir un poste frontalier à guichet unique (PFGU) afin d'exploiter les forces dormantes et les opportunités potentielles. Le processus PFGU a été lancé en 2015 lorsque le président du Kenya et le premier ministre éthiopien ont signé un protocole d'accord à la frontière dans le but d'établir des activités transfrontalières pour favoriser la paix et le développement durable en ciblant le comté de Marsabit (Kenya) et la zone de Borana (Éthiopie). Les deux États ont cherché à utiliser le PFGU comme un outil pour soutenir le changement transformateur vers la paix et la prospérité pour les communautés le long de la frontière. La mise en œuvre complète d'un poste frontalier

à guichet unique est un défi incroyable. Il existe des routes commerciales illégales, appelées localement routes Panya, qui sont utilisées par des commerçants et des hommes d'affaires sans scrupules pour spolier les deux gouvernements de millions de dollars en recettes fiscales chaque année. En outre, ces routes sont couramment utilisées par les milices ethniques locales lors des conflits intercommunautaires et par les trafiquants d'êtres humains et de drogue pour faire passer régulièrement des immigrants et des stupéfiants. En outre, les itinéraires illégaux exposent les femmes commerçantes à divers risques, notamment le harcèlement sexuel, l'arrestation, la confiscation et la perte de marchandises au profit d'escrocs.

Le 09 décembre 2020, le Président du Kenya et le Premier ministre éthiopien ont inauguré le PFGU de Moyale.

Conformément à la vision de l'Union africaine de créer une Afrique unie et intégrée avec des frontières pacifiques, ouvertes et prospères, le SND, en collaboration avec le Programme Frontière de l'Union africaine (PFUA), met en œuvre un projet pilote visant à soutenir l'opérationnalisation du poste frontalier unique de Moyale pour stimuler la croissance économique, la coopération transfrontalière et l'intégration sociale. Le projet soutient la sensibilisation des communautés locales à l'importance des postes frontaliers à guichet unique (PFGU) et à leur contribution à la paix, à la sécurité et à l'intégration.

Le projet soutient également des forums de dialogue conjoints sur les systèmes de gestion intégrée des frontières entre les fonctionnaires, les anciens et les hommes d'affaires. Il comble en outre les lacunes en matière de représentation créées par la composition actuelle des comités de gestion des frontières dont les membres proviennent uniquement d'organismes gouvernementaux, en créant une plate-forme alternative par laquelle les autres parties prenantes peuvent également faire part de leurs doléances.

Une fois pleinement opérationnel, le poste frontalier à guichet unique de Moyale permettra de décourager la criminalité transfrontalière, d'assurer la sécurité des personnes, de minimiser les coûts de transaction des entreprises, d'améliorer les moyens de subsistance des communautés frontalières et de renforcer l'intégration sociale et économique internationale.

Strategies for Northern Development Africa (SND) est une organisation non gouvernementale locale qui travaille avec les communautés pastorales nomades du nord du Kenya et du sud de l'Éthiopie. Suivez @SNDAfrica sur Twitter.

Exemples de la société civile: Réponse de l'Institut Life & Peace (LPI) à la COVID-19



© GIZ 2019

Après l'apparition de la pandémie de COVID-19 et suite aux mesures respectives prises par les gouvernements de la région pour contenir la propagation, l'Institut Life & Peace et ses partenaires travaillant dans les zones frontalières ont pris plusieurs mesures pour contribuer à prévenir la propagation du virus. Les OSC partenaires des régions frontalières ont contribué à la distribution d'équipements de protection individuelle - principalement des masques faciaux - aux membres de la communauté ainsi que des installations pour la désinfection, par exemple des réservoirs d'eau et du savon. Par exemple, à Moyale en Éthiopie, le Inter Africa Group, partenaire de la LPI, ainsi que les OSC de régions riveraines à plusieurs postes frontaliers entre le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie, ont participé à la distribution d'EPI, de réservoirs d'eau et de savon. Au Kenya, la Livestock Marketing Association (MLA) a participé à la distribution de masques faciaux, de désinfectants et de conteneurs d'eau aux négociants en bétail le long de la frontière.

Les OSC ont également participé à des campagnes de sensibilisation et à la mobilisation des communautés, à l'éducation et au renforcement des capacités concernant la pandémie.

Le Inter Africa Group (IAG), par exemple, a organisé une campagne de 9 jours au cours de laquelle, en collaboration avec les responsables de la santé et les anciens locaux, ils se sont déplacés dans la communauté à l'aide de camions équipés de haut-parleurs pour transmettre des messages sur la pandémie et les mesures que les membres de la communauté devaient prendre pour se protéger et protéger leurs proches contre la maladie. À Busia, en Ouganda, l'Alliance for Sustainable Health and Wealth (ASHWA), qui est une organisation de jeunes, a travaillé en collaboration avec le gouvernement local pour atteindre ses membres avec des messages de campagne sur la distanciation sociale, l'assainissement et la fourniture d'EPI.

Une autre participation essentielle des OSC des régions frontalières a été de s'engager avec les agences gouvernementales dans des discussions sur la question du dépistage, pour les fournisseurs de services essentiels. À Busia, au Kenya et en Ouganda, par exemple, l'Union des transports et des travailleurs généraux (ATGWU) a effectivement engagé les deux gouvernements sur la question de l'harmonisation des exigences de test PCR pour les chauffeurs de camion fournissant des services entre les deux pays. Il convient de noter qu'avant cette discussion, de très longues files de camions, s'étendant jusqu'à 17 km, transportant parfois des marchandises périssables, étaient caractéristiques du point de passage de la frontière. Ainsi, en attendant l'autorisation, les chauffeurs de camion interagissaient avec les communautés locales pendant plusieurs jours, devenant ainsi des vecteurs de propagation de la maladie.

L'Institut Life & Peace promeut la paix par la transformation des conflits axée sur les personnes en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan et en RDC. Suivez [@LPI_voices](#) sur Twitter.

Réaffirmation de 888km: Malawi & Mozambique



© Ministère des Terres, Malawi

Le Malawi, pays enclavé, partage une large frontière d'une longueur totale de 1400 km avec le Mozambique voisin (terre 888 km, lac 322 km et cours d'eau 190 km). La frontière entre le Malawi et le Mozambique a été définie par l'accord anglo-portugais du 11 juin 1891, suivi de plusieurs addenda. La frontière terrestre a été partiellement démarquée physiquement et arpentée par les Britanniques et les Portugais, mais les piliers frontaliers ont été construits à des distances très éloignées les unes des autres. Il était donc impossible pour les communautés locales et les institutions publiques de localiser physiquement l'endroit où passait la ligne de démarcation.

Une équipe d'arpentage commune aux deux pays travaille à la réaffirmation et à la densification de la frontière. Du 19 au 22 octobre, le ministère des terres et du logement (Malawi) et l'Institut national des affaires maritimes et frontalières, IMAF; (Mozambique) ont mené une inspection conjointe de la frontière. L'inspection visait à examiner les progrès réalisés et les défis rencontrés au cours des travaux.

Le ministre malawien des terres, du logement et du développement urbain et le président de l'IMAF ont dirigé l'inspection. Au nom du Programme Frontière de l'Union africaine, les deux pays ont reçu des fournitures et un soutien pour faciliter les échanges au niveau technique. Le Mozambique a reçu des véhicules tout-terrain pour soutenir la mobilité et le transport de l'équipe technique. Après l'achèvement de la dernière étape, des piliers frontaliers supplémentaires ont été construits et au total 888 km de frontière terrestre ont été réaffirmés.

«La réaffirmation et la démarcation des frontières en Afrique rendront les frontières physiques claires et visibles sur le terrain pour tous les utilisateurs de la frontière. Ainsi, les conflits liés aux frontières et les conflits entre pays voisins seront réduits au minimum, voire évités», a déclaré Kezzie K. Msukwa, ministre des terres du Malawi.

Mise en œuvre du traité de 1988: RDC et Zambie



© Ministère des Terres, Zambie

Une petite zone de la province du Tanganyika est au centre d'un conflit frontalier entre la RDC et la Zambie depuis plusieurs décennies. La partie de la frontière entre le lac Moero et le lac Tanganyika a été définie à l'origine en 1894 comme une ligne droite entre le fleuve Luvwa sur le lac Moero et le cap Akalunga sur le lac Tanganyika à environ 8° 15'. Toutefois, la position exacte du cap Akalunga n'était pas identifiable et a entraîné une différence d'interprétation.

Un traité signé en 1989 par la RDC et la Zambie a résolu ce différend hérité de la colonisation en délimitant environ 200 km de frontières entre les lacs Moero et Tanganyika. Si le traité a permis de mettre une position commune sur le papier, son application concrète a été lente en raison du manque de moyens logistiques. Des incidents frontaliers entre les deux armées se sont produits en 1996, 2006 et septembre 2016 autour d'une ville congolaise facilement accessible du côté zambien, tandis que du côté congolais, un marécage rendait l'accès difficile. À la mi-mars, des combats ont éclaté entre les armées congolaise et zambienne, tuant un homme de chaque côté, lorsque les troupes zambiennes ont occupé deux villages dans la province du Tanganyika, au sud-est du Congo. Après ce dernier incident, les discussions entre les experts congolais et zambiens ont commencé en août à Lubumbashi.

Après la médiation de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la commission mixte RDC/Zambie a commencé à travailler en septembre sur la section terrestre de 250 km entre le lac Tanganyika et le lac Mero. Composée de topographes, de cartographes, de géodésiens et de nombreux autres experts, cette équipe effectue la reconnaissance de la frontière et la construction de points d'appui de part et d'autre de la frontière commune entre la RDC et la Zambie. Début novembre, les experts ont procédé à l'installation de marqueurs géodésiques à la frontière. Ces points serviront de repères pour la construction des bornes frontalières qui seront érigées à partir d'avril 2021 en exécution du traité de 1989. Leur travail s'est accompagné de campagnes de sensibilisation et d'information de la population locale des deux côtés de la frontière.

Production de masques: Iwoyé (Kétou), la région frontalière entre le Bénin et le Nigeria



© ABeGIEF

À l'occasion de la célébration de la Journée de la frontière africaine (7 juin), le Bénin a organisé une formation de formateurs pour les femmes à la frontière entre le Bénin et le Nigeria. Les forces de sécurité ont enseigné à 25 femmes des deux côtés de la frontière comment coudre des masques réutilisables. Les femmes peuvent maintenant reproduire leurs connaissances et enseigner 125 autres femmes. La formation conjointe a contribué à favoriser la coopération et à établir la confiance entre les forces de sécurité et la population frontalière locale. Les masques faciaux sont également une grande occasion de créer des revenus dans la zone frontalière rurale. Les masques seront vendus pour 0,20 à 0,30 EUR.

La frontière entre le Nigeria et le Bénin est fermée depuis plus d'un an. Le Nigeria a fermé ses frontières avec le Bénin en août pour tenter de mettre fin à la contrebande de nourriture et d'autres marchandises. La frontière entre le Bénin et le Nigeria était autrefois une route commerciale majeure pour la sous-région.

Améliorer la mobilité des femmes commerçantes en Afrique de l'Ouest: Agoué, la région frontalière entre le Bénin et le Togo



© ABeGIEF

Dans le cadre des célébrations de la semaine des frontières au Bénin, l'ABeGIEF (Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers) a distribué 250 cartes d'identité

biométriques à des commerçantes du Togo et du Bénin. Grâce à ces nouvelles cartes d'identité, les commerçantes peuvent s'identifier et prouver qu'elles proviennent d'un État membre de la CEDEAO.

Une représentante d'une organisation des commerçantes qui a reçu une carte d'identité biométrique a déclaré: «Avec les nouvelles cartes d'identité, nous n'avons plus à avoir peur et nous ne devons plus traverser la frontière illégalement. Les intermédiaires et les contrebandiers ont profité du fait que nous ne savons ni lire ni écrire. Nous avons dû leur verser beaucoup d'argent pour nous faire passer clandestinement la frontière, nous et nos marchandises». Les femmes représentent une grande partie des commerçants dans le commerce transfrontalier informel de produits agricoles et sont particulièrement vulnérables à l'exploitation en raison de leur analphabétisme.

Les États de la CEDEAO ont adopté le premier protocole sur la libre circulation des personnes et des marchandises dès 1979.

Le fleuve Mono: une frontière naturelle entre le Bénin et le Togo



© ABeGIEF

En Afrique, les frontières suivent les cours d'eau sur près de 26 000 kilomètres, soit 32 % de la longueur totale de la frontière continentale. Le fleuve Mono est le principal cours d'eau de l'est du Togo.

Le long de la partie méridionale du cours d'eau vers son embouchure, il forme la frontière internationale entre le Togo

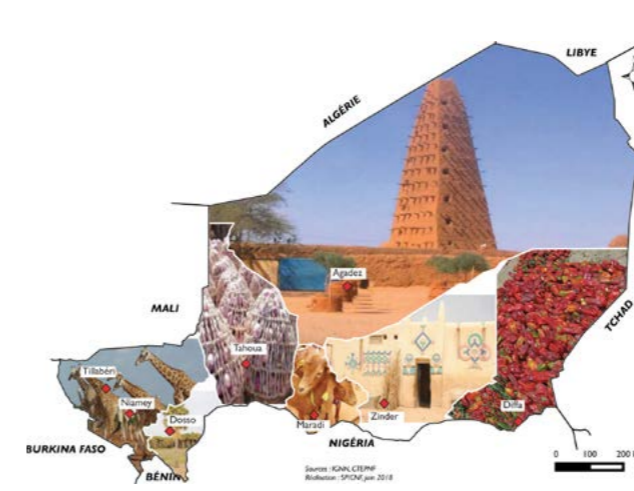
et le Bénin. Le cours du fleuve se jette dans la baie du Bénin par un vaste réseau de lagunes et de lacs d'eau saumâtre, dont le lac Togo.

En tant que frontières internationales, les cours d'eau posent de nombreux problèmes aux responsables de la délimitation des frontières. Souvent, la frontière est simplement décrite comme "le cours d'eau", ce qui crée automatiquement une incertitude quant à l'emplacement de la frontière. Même lorsqu'une ligne particulière à l'intérieur du cours d'eau est spécifiée, par exemple le milieu du canal principal utilisé pour la navigation ou la ligne médiane entre les berges, la localisation de cette ligne avec précision est rarement un exercice simple.

Début octobre, une équipe technique conjointe du Bénin et du Togo a entrepris des travaux de délimitation le long du fleuve Mono afin de déterminer la ligne médiane entre les cours d'eau. Au cours de cette mission, l'équipe a pu délimiter 20 km du cours de l'eau. Sur la partie navigable du cours d'eau, qui est proche de son embouchure, des sondages bathymétriques seront effectués pour déterminer la profondeur de l'eau. La bathymétrie, l'étude de la profondeur sous-marine des océans, des lacs et des cours d'eau, est l'équivalent sous-marin de la topographie.

Le cours d'eau du fleuve Mono est peu abondant et très irrégulier. Il connaît de longues périodes d'étiage avec une sécheresse totale, ce qui en rend la délimitation et la démarcation difficile.

Nouveau site Internet pour la Commission des frontières du Niger



© CNF Niger

La commission frontalière du Niger a récemment lancé son nouveau site web: <https://www.cnf-niger.ne/>. Grâce à ce nouveau site, la Commission Nationale des Frontières informe le public sur ses tâches et ses responsabilités.

La mission de la Commission Nationale des Frontières est d'inventorier, d'étudier et d'analyser tous les documents relatifs aux frontières de la République du Niger pour leur délimitation et leur démarcation. Le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des Frontières (SPCNF) assure la mise en œuvre des décisions de la Commission Nationale des Frontières, qu'il informe et à qui il rend compte des activités menées dans le cadre de la délimitation/démarcation des frontières internationales du Niger.

Le Niger partage une frontière d'environ 5690 km avec 7 pays voisins: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Libye, Mali, Nigeria et Tchad. Parmi eux, on compte 5117,98 km de frontières terrestres, 465 km de frontières fluviales et 107,2 km de frontière sur le lac Tchad.

En 2019, le Niger a également élaboré une nouvelle politique frontalière nationale pour améliorer la gestion de ses frontières.

L'objectif général de cette politique est de «contribuer à la gestion des frontières nationales par la promotion de la paix, de la sécurité, du développement durable et de la coopération transfrontalière afin d'assurer de meilleures conditions de vie aux populations des zones frontalières».

Campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 au Sahel



© Direction des frontières, Mali

La Direction des frontières du Mali a reçu des équipements de protection individuelle et des lavabos portables pour ses régions frontalières afin de freiner la propagation transfrontalière de la pandémie. Ces kits ont été distribués lors de campagnes de sensibilisation organisées dans les centres de santé des villages frontaliers. Des sessions sur la COVID-19 et ses risques ont permis d'informer la population locale sur les mesures à prendre pour prévenir une infection. Le maire Moussa Sangaré de la commune rurale de Fakola (frontière Mali/Côte d'Ivoire) a déclaré: «Au début de cette crise, nous n'avons rien. Aujourd'hui, grâce à ce soutien, nous avons retrouvé le sourire. Nous sommes très heureux de recevoir de bonnes informations sur ce virus ainsi que du matériel pour nous protéger».

Les postes frontières sont des zones à haut risque pour la propagation du virus d'un pays à l'autre. Mais de nombreuses personnes utilisent également les postes-frontières informels pour le commerce ou le travail, ce qui expose également la population frontalière.

Engagement des jeunes dans les régions frontalières: Les efforts de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en matière de paix et de sécurité



© EAC YAP

«En tant que zones rurales, les communautés frontalières sont confrontées à une menace silencieuse en raison de COVID-19 qui affecte la santé et les moyens de subsistance locaux, les jeunes doivent agir pour soutenir les communautés vulnérables en créant une résilience par la sensibilisation et en mettant en place des innovations visant à atténuer les effets». Avec cette déclaration, Jean Claude Mugisha, ambassadeur de la jeunesse de la CAE, a souligné le rôle des jeunes dans l'engagement des communautés frontalières dans la lutte contre la COVID-19. Les résultats de cet engagement font l'objet d'un nouveau rapport lancé conjointement par les jeunes ambassadeurs de la CAE (en anglais EAC YAP) et GIZ-PFUA le 27 novembre 2020 au secrétariat de la CAE à Arusha, en Tanzanie.

Depuis l'apparition de la COVID-19 en Afrique de l'Est, les régions frontalières sont devenues des zones critiques faisant l'objet de mesures restrictives visant à prévenir les transmissions transfrontalières. Ces restrictions ont créé des difficultés supplémentaires pour les activités économiques et auraient exacerbé le trafic transfrontalier. Par exemple, la stigmatisation des camionneurs transfrontaliers transportant des biens essentiels dans la région de la CAE, désormais perçus comme porteurs du virus dans des zones frontalières telles que Namanga (Tanzanie-Kenya). Cette stigmatisation s'est aggravée lorsque le camionneur s'arrêtait aux points de passage de la frontière et interagissait avec les communautés frontalières pour obtenir des services tels que de la nourriture et un site d'hébergement.

Une campagne de sensibilisation conjointe menée par EAC YAP et GIZ-AUBP, dont il est question dans le nouveau rapport, a abordé ces aspects et a permis de s'assurer que les communautés comprennent les faits relatifs à la maladie et savent comment se protéger sans stigmatiser un groupe spécifique. Au Burundi, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda, EAC YAP a sensibilisé les communautés aux frontières de la CAE ainsi que les agences frontalières à la protection et à la prévention contre la COVID-19, conformément au plan d'action régional de la CAE relatif à la COVID-19.

Grâce à une série de campagnes de messages en ligne, EAC YAP a renforcé davantage la sensibilisation. Ruth Ogolla, EAC YAP, a souligné lors du lancement du rapport que des croyances superstitieuses régnaient encore au sein des communautés frontalières, rendant les gens plus vulnérables à l'infection. «C'est le rôle des jeunes de s'engager auprès des communautés et de leur faire savoir quelles sont les informations correctes».

En outre, grâce à des campagnes de SMS, l'EAC YAP a fourni une plate-forme d'échange entre les communautés frontalières et les autorités nationales et régionales. Cela a permis de prendre en compte les suggestions et les préoccupations des communautés. En outre, une campagne médiatique par le biais des radios communautaires locales a informé les communautés frontalières sur les meilleures approches pour mener les échanges commerciaux et les mouvements transfrontaliers pendant la pandémie tout en respectant les mesures prises par les autorités compétentes.

Ces spots radio ont été élaborés à partir d'entretiens menés par l'EAC YAP avec les autorités nationales et régionales qui ont abordé les défis auxquels les communautés frontalières sont confrontées en raison de la pandémie.

Lors du lancement du rapport, Mohamadou Abdoul, conseiller GIZ pour l'appui au Programme Frontière de l'Union africaine (GIZ-PFUA), a souligné l'importance d'impliquer les communautés frontalières pendant la pandémie de la COVID-19 dans le cadre des efforts d'intégration régionale: «Le développement des frontières fait partie intégrante de l'intégration régionale puisque les frontières sont des zones naturelles pour initier la mise en œuvre des politiques régionales et continentales». Petridier Paul de l'EAC YAP a souligné qu'un engagement plus direct des jeunes avec les communautés frontalières après la COVID-19 consoliderait la paix et la sécurité dans la région de la CAE.

Dans cette optique, la conclusion du rapport souligne que les zones frontalières doivent être considérées comme prioritaires dans le cadre du programme de développement régional et continental. Les zones frontalières accélèrent les mouvements transfrontaliers de personnes ainsi que les services qui permettent la prospérité socio-économique et politique des comtés voisins.

Lien public pour télécharger le rapport accessible [ici](#)

Lien d'enregistrement YouTube accessible [ici](#)

Photos pour le lancement du rapport de la session et vidéos accessibles [ici](#) (seront mises à jour)

Courte vidéo de synthèse sur YouTube accessible [ici](#)

Suivez [@EAC_yap](#) sur Twitter.

Clarification de la frontière: Niger et Nigéria



© GIZ

Les commissions frontalières du Niger et du Nigeria ont entrepris conjointement de démarquer leur frontière et de sensibiliser les populations frontalières en novembre.

La zone d'intervention couvre la frontière entre les secteurs de Sokoto et de l'État de Katsina, du côté nigérian, et les régions de Zinder et de Tahoua, du côté nigérien.

Plus de 19,3 km de la frontière ont été nouvellement délimités. Les travaux de construction de 39 bornes intermédiaires et d'une borne principale de la frontière sont en cours d'achèvement. La distance entre les bornes intermédiaires est de 250 m. Elles visent à accroître la visibilité de la ligne frontière, en particulier dans les points chauds où le risque de conflit est élevé. Avant le début des travaux de démarcation, les deux commissions des frontières ont entrepris une mission de sensibilisation le long de la frontière. Le principal message adressé aux communautés frontalières était que personne ne perdrait sa terre ou sa nationalité à cause de la construction des nouvelles bornes frontalières.

Une frontière clairement délimitée contribue à la coexistence pacifique des communautés frontalières.

Exercices de délimitation/démarcation: Soudan du Sud et Soudan

Suite à la signature et à la ratification de l'accord sur les questions frontalières en 2012, le Soudan et le Sud-Soudan, avec l'aide de la Commission de l'Union africaine, par le biais du programme frontalier de l'UA (AUBP), ont mis en place la Commission frontalière conjointe (JBC), le Comité de démarcation conjoint (JDC) et l'équipe technique conjointe (JTT).

À cet égard, du 2 au 9 novembre 2020 et du 12 au 19 novembre 2020, l'AUBP a facilité la réunion du JDC du Sud-Soudan et du Soudan, à Juba (Sud-Soudan) et à Khartoum (Soudan) respectivement. Les réunions du comité de démarcation conjoint visaient à mettre en œuvre les directives de la commission frontalière conjointe en présentant une description complète et détaillée de la ligne de démarcation conformément à l'accord sur les questions frontalières (2012). Le JBC convoquera ensuite une réunion pour évaluer les progrès réalisés et émettre de nouvelles directives.

Il est important de noter que les travaux de la JBC et du JDC sont complémentaires. La Commission des Frontières conjointe émet des directives politiques à l'intention du Comité de démarcation conjoint en vue de leur mise en œuvre. La faisabilité de la mise en œuvre de ces directives politiques est toutefois guidée par les réalités techniques du terrain, que le JDC transmet à la JBC.

Sur la base des résultats des réunions du JDC, l'AUBP facilitera la prochaine réunion de la JBC du Sud-Soudan et du Soudan, dans le cadre de son appui global aux deux États membres dans la mise en œuvre de l'accord sur les questions frontalières.

Interview en coulisses

«Je veux améliorer les conditions de vie des 14.500 habitants de ma municipalité rurale», Baba Kamate, 42 ans, mariée avec 3 enfants – Maire de Lanfiala, Mali



© Direction des frontières, Mali

Baba a commencé comme enseignant et a travaillé dans l'administration scolaire avant de devenir maire de Lanfiala en 2016. Il est aujourd'hui responsable des 14 500 personnes vivant dans sa commune, à la frontière du Burkina Faso voisin. Sa commune se compose de 17 petits villages et est enclavée et difficile d'accès. La ville suivante, Tominian, est à environ 100 km et la capitale du Mali, Bamako, est à près de 600 km. La plupart des habitants de Lanfiala travaillent dans l'agriculture (cultures sèches), l'élevage et le petit commerce.

En raison de la proximité avec le Burkina Faso, ils font également du commerce avec leurs voisins de l'autre côté de la frontière. Actuellement, la municipalité construit un marché hebdomadaire.

Lanfiala a d'abord été informée de la pandémie de COVID-19 par la radio et la télévision. Jusqu'à présent, Lanfiala n'a pas connu de cas de COVID-19. «*Mais en tant que maire, il m'incombe de travailler à la prévention de Covid-19 dans ma municipalité. Je mobilise les ONG et les partenaires pour fournir des informations et des formations sur le COVID-19 ainsi que des équipements de protection individuelle. En outre, je fournis à nos deux centres de santé des équipements pour tester la Covid-19*», explique M. Baba. «*L'appui du Programme Frontière de l'UA, en collaboration avec la Direction nationale des frontières du Mali, a permis de renforcer les mesures préventives contre la propagation de la Covid-19 dans notre commune et à travers la frontière du Burkina Faso*». Ils ont organisé des sessions de sensibilisation pour les représentants de la population (par exemple, les associations de jeunes et de femmes) sur les modes de propagation et les mesures de prévention des maladies à coronavirus. «*Nous avons également reçu des kits de lavage des mains, des masques et des thermomètres pour la fièvre. Avec seulement 15 points d'approvisionnement en eau potable dans la municipalité, les kits de lavage des mains sont très utiles.*»

Focus sur les médias sociaux

African Union Peace
@AU_PSD

Since the outbreak, Conflict Prevent'n & Mediat'n efforts have been affected; While #COVID-19 continues to pose multifaceted challenges, it also gives us the opportunity to be innovative; to work collectively to prevent & respond to security threats- Amb.

@NgogaFred #CPEWD, #AUPSD

Tweet übersetzen



© African Union Commission

L'Ambassadeur Fred Ngoga Gateretse est Chef de la Division de la prévention des conflits et de l'alerte précoce au sein de la Commission de l'Union africaine (UA). La Division comprend le système continental d'alerte précoce, le Groupe des Sages et le Programme Frontière de l'UA (PFUA).

Événements et formations à venir

Formation en ligne: Introduction aux frontières internationales: Définition, délimitation et règlement des différends par l'IBRU: Centre de recherche sur les frontières de l'université de Durham.

Les frontières internationales sont une source majeure de frictions entre États voisins. De nombreuses frontières terrestres restent mal définies et moins de la moitié des frontières maritimes potentielles du monde ont fait l'objet d'un accord complet. Les gouvernements reconnaissent la valeur de frontières clairement définies, mais les complexités politiques, économiques et sociales des régions frontalières, ainsi que les détails de la topographie et de l'histoire, rendent souvent extraordinairement difficile la résolution des revendications territoriales et juridictionnelles concurrentes.

Ce cours de formation en ligne offre un aperçu simple et contextuel des frontières internationales et des mesures pratiques qui peuvent être prises pour résoudre les litiges relatifs aux frontières internationales. Grâce à une série de courtes conférences en ligne et à un dernier exercice pratique, le cours explore l'importance des frontières et examine les litiges relatifs aux frontières terrestres et maritimes, pour ensuite présenter les différentes méthodes de résolution des litiges.

Programme

- Introduction aux frontières
- États et territoires
- De l'importance constante des frontières
- Des frontières aux limites...et vice versa
- Différends frontaliers
- Martin Pratt, spécialiste des frontières, sur les frontières terrestres: «*pratiques pour la définition et la récupération des frontières terrestres*».
- La CNUDM et les limites des zones maritimes
- Délimitation des frontières maritimes
- John Brown, spécialiste des frontières maritimes: «*Clair comme de l'eau de roche: Élévations à marée basse, lignes d'équidistance et lignes de base*».
- Méthodes de règlement des litiges internationaux
- Règlement des différends internationaux dans le cadre de la CNUDM
- Introduction à l'exercice de délimitation des frontières

[Lien Page d'accueil & Prospectus](#)



Programme Frontière de l'Union africaine (PFUA)
Division de la Prévention des Conflits et de l'Alerte Précoce (CPEWD)
Département Paix et Sécurité
Commission de l'Union africaine
Courriel : Situationroom@africa-union.org
Tél : +251 (0) 11552 6373
Twitter: https://twitter.com/AU_PSD
Facebook : www.facebook.com/au.psd1
Site web : www.peaceau.org